Bujumbura accuse International Crisis Group d'être à la solde de l'opposition

@rib News, 23/03/2012 â€“ Source XinhuaLe gouvernement du Burundi a rÃ©agi vendredi Ã un rapport produit le 21 mars par l'ONG International Crisis Group (ICG) intitulÃ© "la crise de corruption", l'accusant de travailler d'Ãªtre Ã la solde de l'opposition politique."Le gouvernement du Burundi trouve que le rapport de l'ICG et ses conclusions tendancieuses et pleines d'amalgames prouvent une fois de plus la volontÃ© dÃ©libÃ©rÃ©e de l'ONG et de ses complices politiciens infiltrÃ©s dans certaines associations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise de saper les efforts jusqu'ici dÃ©ployÃ©s par le gouvernement pour relever un pays qui sort Ã peine d'une longue pÃ©riode de crise socio sÃ©curitaire", a dÃ©clarÃ© dans un point de presse le porte-parole du gouvernement burundais Philippe Nzobonariba.
Pour le porte-parole du gouvernement et en mÃªme temps secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du gouvernement, l'ICG ignore complÃ¨tement toutes les initiatives dÃ©jÃ prises par le gouvernement pour Ã©radiquer la corruption au Burundi.Il parle entre autres des institutions de lutte contre la corruption qui ont Ã©tÃ© mises en place, l'organisation de deux retraites gouvernementales, l'une en collaboration avec Transparency International sur l'Ã©radication du phÃ©nomÃ¨ne de corruption, et une autre en collaboration avec la Banque Mondiale, toujours dans le souci d'aller de l'avant dans la bataille contre la corruption."Le gouvernement rejette et condamne le contenu d'un rapport aussi tendancieux et manifestement manipulÃ© qui, visiblement, a Ã©tÃ© rÃ©digÃ© par une main autre que celle de l'ONG elle-mÃªme", ainsi termin le porte-parole Philippe Nzobonariba qui invite l'ICG Ã Ã©voluer dans sa vision vers plus d'objectivitÃ© et d'impartialitÃ© lors de ses analyses sur le Burundi, afin de donner plus de crÃ©dibilitÃ© Ã ses rapports.C'est pour la troisiÃ¨me fois en trois ans que cette ONG fait des rapports sur le Burundi et qui sont rejetÃ©s par les autoritÃ©s.La premiÃ¨re fois, c'Ã©tait en 2010 Ã la veille des Ã©lections oÃ¹ elle minimisait la capacitÃ© des forces de sÃ©curitÃ© burundaises d' assurer la sÃ©curisation des scrutins jusqu'Ã recommander l'envoi des troupes Ã©trangÃ¨res Ã venir le faire Ã leur place.La seconde fois, c'Ã©tait en 2011 oÃ¹ elle critiquait les rÃ©sultats issus de ces scrutins et qualifiait la situation au Burundi d'impasse politique alors que le pays venait de se doter des institutions dÃ©mocratiquement Ã©lues.Lire Lâ€™intÃ©gralitÃ© du RapportÂ